

***Stéphane Rossini***  
***Conseiller national***

**Pour une poste forte !**

Un pays de grandes diversités géographiques et économiques telle que la Suisse se doit de disposer de services publics de haut niveau, desservant l'ensemble du territoire.

Il s'agit d'une attente exprimée tant par la population que par les entreprises. Il s'agit d'une contribution à la cohésion nationale, ce qui, dans un pays fédéraliste et pluriculturel s'avère essentiel. La Poste, comme entité de service public, s'inscrit donc pleinement dans cette perspective.

Les nombreuses démarches de restructuration, les velléités de privatisation ou les pratiques de concurrence qui caractérisent ce secteur d'activité depuis plusieurs années ont généré à la fois de profondes transformations et de grandes incertitudes. Incertitudes pour les populations et régions concernées, incertitudes pour les entreprises, incertitudes pour les employés, incertitudes sur le maintien de la qualité des prestations. Ce terreau d'incertitudes, mais aussi de tensions, est celui dans lequel est née l'initiative populaire Pour une poste forte !

Une initiative qui n'aspire qu'à défendre au mieux l'intérêt général, une initiative qui réclame un socle de service public universel sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, par la proximité des services postaux qu'elle demande, par la qualité des prestations postales qu'elle devrait stimuler, par l'étendue des prestations postales allouée ou encore par la surveillance des prix des services postaux qu'elle veut, cette initiative est bonne pour la population, bonne pour nos entreprises, bonne pour nos régions urbaines, bonne pour nos régions périphériques.

Pour que cette qualité puisse être effective et perdurer, cela passe par un réseau d'offices dense. C'est le cœur de cette initiative. A cet égard, insistons sur le fait que les agences postales ne sont pas la panacée. Les lacunes qui les

postales ne sont pas la panacée. Les risques qui les caractérisent ne sont pas à sous-estimer, contrairement à la forme de banalisation qui découle du discours officiel de l'entreprise et du discours politique dominant.

Mentionnons, par exemple, l'impossibilité d'y effectuer des virements en espèces et des paiements. Ces agences ne versent pas non plus d'argent liquide aux PME ou aux commerces. Et puis, s'agissant de la confidentialité, des problèmes se posent, car celle-ci n'est pas garantie dans la même mesure qu'au sein d'offices de poste traditionnels. Des critiques similaires s'appliquent par ailleurs au service à domicile que la Poste propose en divers endroits pour remplacer des offices de poste. Si ce service aux personnes qui sont fréquemment à la maison, il restreint de toute évidence l'autonomie au quotidien de nombreux autres utilisateurs potentiels.

C'est donc une fausse bonne idée, une fausse bonne solution, car la qualité des prestations suppose d'abord un personnel formé, compétent et satisfait de ses conditions de travail. De plus, la sous-enchère salariale et celle des conditions de travail qui découlent de la concurrence ou de l'externalisation de certaines tâches sont nuisibles à cette ambition de qualité et de performance.

Enfin, la banque postale est une opportunité à saisir, sans posture de blocage dogmatique. En effet, l'élargissement des activités financières actuelles à d'autres activités bancaires telles que les hypothèques ou les crédits est incontestablement une évolution naturelle et logique. Cela constitue un potentiel de financement susceptible d'améliorer le niveau de l'offre de service public qu'il ne faut pas sous-estimer. C'est une chance à saisir, rendue possible par l'initiative.

Par conséquent, objectivement, rien ne s'oppose à cette initiative, bien au contraire ! Il faut donc la soutenir. Oui à un service public universel en Suisse, partout, pour tous

[Retour](#)